

Service santé et protection animales – environnement  
5 Voie Gisèle Halimi – BP 91705  
25043 Besançon Cedex

Besançon, le 30/07/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 22/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société Protectrice des Animaux de BESANÇON**

**Refuge de Deluz**

Les Longeaux du Haut

**25960 DELUZ**

Références : CM/2025/01960

Code AIOT : 0003301607

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement Refuge de Deluz – Société Protectrice des Animaux de BESANÇON implanté Les Longeaux du Haut 25960 Deluz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **1-1) Le contexte de la visite d'inspection**

Le Service santé et protection animales – environnement a reçu des signalements observant le dépassement important et régulier de la capacité de l'activité d'élevage et de détention de 49 chiens initialement déclarés. Une inspection inopinée est alors planifiée en binôme avec une technicienne vétérinaire pour contrôler la situation irrégulière de l'exploitation.

Une action nationale 2025 sur la gestion résiliente de la ressource en eau visant à vérifier la contribution des installations du secteur agricole, le contrôle demandé portant notamment sur la vérification des ouvrages de stockage des effluents d'élevage qui pourraient causer une pollution des eaux par leur mauvaise exploitation, l'installation a été ainsi ciblée par son effectif théorique de 275 chiens et pratique de 49 chiens.

Les thèmes de la visite sont entre autres :

- dispositions générales : Effectif – Implantation – Aménagement – Propreté ;
- actions nationales 2025 Eau : Pollution des eaux et Stockage des effluents, ainsi que Rétention des bidons de produits dangereux et Fiches de données de sécurité ;

### **1.2) Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Refuge de Deluz – Société Protectrice des Animaux de BESANÇON
- Les Longeaux du Haut 25960 Deluz
- Code AIOT : 0003301607
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

### **1.3) La description de l'activité de l'installation classée**

La société protectrice des animaux de Besançon recueille des animaux domestiques abandonnés afin qu'ils puissent bénéficier de soins vétérinaires, et contribue à l'amélioration du sort des animaux domestiques par des actions étendues de son réseau de bénévoles.

Le refuge de Deluz est animé par une équipe de 7 salariés, d'une vingtaine de bénévoles animaliers et d'une trentaine de promeneurs bénévoles. Le site de Deluz dispose également 5 places de fourrière pour des communes ayant conventionné. Des chiens sont également hébergés en dehors de l'installation en famille d'accueil.

La structure a déménagé en 2018 de Besançon-Chalezeule à Deluz sur un terrain d'un hectare et demi isolé de toute habitation. Le bâtiment principal dispose d'un accueil public, de locaux de soins quotidiens et vétérinaires, et au sous-sol d'un garage, d'une chaufferie, d'un atelier et de locaux de divers stockages. Le bâtiment d'hébergement des chiens est accolé au bâtiment principal permettant de recevoir 44 chiens en refuge et 5 chiens en fourrière. En journée, les chiens sont répartis selon leur affinité dans les différents parcs d'ébats. Le bâtiment de recueil des chats est isolé des autres bâtiments. L'enceinte de l'installation est totalement grillagée ; le portail et le portillon d'entrée sont continuellement fermés.

## **2) Constats**

### **2.1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Conformité de l'installation à la déclaration         | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.1  | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 6  | Vérification périodique des installations électriques | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.6  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 7  | Moyens de lutte contre l'incendie                     | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.3  | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 10 | Connaissance des produits Dangereux – Étiquetage      | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.3  | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 12 | Stockage des produits dangereux                       | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.10 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle                                            | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 19 | Traitement des effluents – Traitement sur un site spécialisé | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.4.3 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Règles d'implantation                                   | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.1   | Sans objet        |
| 3  | Intégration dans le paysage                             | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.2   | Sans objet        |
| 4  | Propreté                                                | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.4   | Sans objet        |
| 5  | Animaux morts                                           | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7 Bis | Sans objet        |
| 8  | Récupération – Recyclage – Élimination                  | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7.1   | Sans objet        |
| 9  | Stockage des déchets                                    | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7.3   | Sans objet        |
| 11 | État des stocks de produits dangereux                   | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.5   | Sans objet        |
| 13 | Réseau de collecte – Sols                               | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.1 | Sans objet        |
| 14 | Réseau de collecte – Eaux de nettoyage                  | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.2 | Sans objet        |
| 15 | Réseau de collecte – Eaux de pluie                      | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.3 | Sans objet        |
| 16 | Réseau de collecte – Capacité de stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.4 | Sans objet        |
| 17 | Traitement des effluents – Modes de traitement          | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.4.1 | Sans objet        |
| 18 | Traitement des effluents – Système                      | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.4.2 | Sans objet        |



| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|-----------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
|    | d'assainissement individuel |                                               |                   |
| 20 | Interdiction de rejet       | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.5 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'effectif de chiens est bien inférieur au seuil de 50 chiens des installations soumises au régime de l'enregistrement. Les chiens au-delà de 49 sont placés en famille d'accueil hors de l'installation.

L'applicatif du fichier national d'identification des chiens, chats et furets en France (I-CAD) n'est pas mis à jour par l'exploitant qui ne déclare pas directement les mouvements des animaux.

Les installations sont, bien intégrées dans le paysage, sécurisées, entretenues, maintenues en bon état et nettoyées quotidiennement ; il a été toutefois constaté des non-conformités, comme :

- l'absence de vérification périodique du parc d'extincteurs et des installations électriques ;
- l'absence de rétentions et de fiches de données de sécurité des produits dangereux ;
- l'absence des justificatifs du contrat intermédiaire entre l'entreprise spécialisée gestionnaire de la collecte des effluents solides et liquides de l'installation et le site autorisé pour le traitement des effluents.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est implantée conformément aux plans de la déclaration initiale déposée en date du 27 avril 2017 pour une capacité d'exploitation de 49 chiens.</p> <p>L'effectif présent sur l'installation est de 44 chiens. Le recensement du fichier national d'identification des chiens, chats et furets en France (I-CAD) dénombre un effectif de 275 chiens ; l'exploitant ne déclare pas directement les mouvements des animaux sur l'applicatif I-CAD.</p> <p>L'exploitant doit maintenir la capacité d'exploitation de 49 chiens répartis entre les accueils de refuge (44 chiens) et de fourrière (5 chiens).</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit régulariser la situation des mouvements antérieurs des animaux en lien avec les inspecteurs de l'unité Santé et Protection Animales.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## N° 2 : Règles d'implantation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés : - à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; - à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; - à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; - à au moins 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles. Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet. Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation est implantée à plus de 100 m d'habitations de tiers.<br>Tous les bâtiments d'élevage, les parcs d'élevage, et les annexes sont clôturés et maintenus en bon état. Les parcs d'ébat sont implantés sur un terrain de nature perméable.<br>L'installation n'a pas été modifiée depuis la déclaration initiale ; une annexe a bénéficié d'une réhabilitation grâce à des fonds de plans de relance.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

## N° 3 : Intégration dans le paysage

|                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.2                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site doit être maintenu en parfait état d'entretien (peinture, plantations, engazonnement...).     |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation est intégrée dans le paysage en bordure d'une route départementale à l'écart des villages avoisinants. L'ensemble du site bénéficie de plantations d'arbustes et d'arbres. Les espaces verts sont entretenus. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                          |

**N° 4 : Propreté**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Exploitation – Entretien                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toutes les parties de l'installation sont maintenues en bon état d'entretien. L'ensemble des bâtiments, parcs d'élevage et annexes est maintenu propre et régulièrement nettoyé. Les niches dans lesquelles sont placés les animaux sont construites en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter. Les sols et les murs des bâtiments d'élevage sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement. Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances (les déjections solides sont enlevées chaque jour). Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont maintenus en bon état ; les déjections solides sont enlevées régulièrement lorsque la charge d'animaux dépasse 1 chien/60 mètres carrés. |
| <b>Constats :</b><br><br>Toutes les parties de l'installation sont maintenues en bon état d'entretien.<br>Les déjections solides sont ramassées régulièrement. Les bâtiments sont nettoyés une fois par jour et désinfectés régulièrement. L'exploitant n'utilise pas de litière.<br>Les niches sont construites en bois. Lorsqu'elles sont détériorées, elles sont remplacées, réparées ou éliminées en déchetterie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 5 : Animaux morts**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7 Bis                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Animaux morts                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le Code rural. En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé conformément aux modalités prévues par le Code rural, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés à température négative dans un récipient étanche et fermé, destiné à ce seul usage et identifié. Le brûlage des cadavres à l'air libre est interdit. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les animaux morts sont entreposés dans un réfrigérateur dédié exclusivement à leur stockage au sous-sol du bâtiment principal le temps d'être enlevés par un service d'équarrissage.<br>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier bordereau d'enlèvement d'équarrissage.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |



**N° 6 : Vérification périodique des installations électriques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Exploitation – Entretien                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>La dernière vérification périodique des installations électriques a été réalisée le 05 mars 2024 (information relevée dans le registre de sécurité de l'établissement présenté spontanément par l'agente d'accueil).<br>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la copie d'un contrat de vérification périodique des installations électriques signé en date du 22 juillet 2025 ; le premier contrôle est prévu à partir d'août 2025.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit faire contrôler ses installations électriques, et réaliser, le cas échéant, les travaux qui seraient rendus nécessaires à la suite de non-conformités relevées lors de ce contrôle électrique. Le rapport de vérification doit ensuite être transmis à l'inspection des installations classées ainsi que les justificatifs de réalisation des travaux le cas échéant.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations techniques (gaz, chauffage, fioul) sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur. Les vannes de barrage (gaz, fioul, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques |



notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection.

**Constats :**

Les installations techniques sont contrôlées régulièrement selon les informations relevées dans le registre de sécurité de l'établissement présenté par l'agent d'accueil :

- dernier contrôle du parc d'extincteurs : 17/06/2024
- dernier contrôle de la VMC : 27/09/2023
- dernier contrôle de la chaudière à pellets et ramonage de la cheminée : 06/05/2025.

Des déclencheurs manuels d'alarme incendie et des plans d'intervention incendie sont disponibles dans l'établissement.

Les vannes de barrage gaz et électricité n'ont pas été observées.

Une réserve d'eau en citerne souple est installée à l'écart des bâtiments ; un poteau d'aspiration et une aire d'aspiration sont signalés et implantés à l'entrée du site. L'exploitant indique que le service départemental d'incendie et de secours est venu dernièrement pour effectuer une vérification opérationnelle du poteau d'aspiration.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

L'exploitant doit faire contrôler son parc d'extincteurs et transmettre le rapport de vérification à l'inspection des installations classées.

La copie du compte-rendu de la dernière vérification opérationnelle du poteau d'aspiration et du bon fonctionnement de la réserve d'eau incendie doit être transmise à l'inspection des installations classées.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

***Proposition de délais :*** 3 mois

**N° 8 : Récupération – Recyclage – Élimination**

***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7.1

***Thème(s) :*** Risques chroniques, Déchets

***Prescription contrôlée :***

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits, dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

**Constats :**

Les déchets produits sont triés puis valorisés par le service communal de traitement des déchets (collecte pour les déchets ménagers et emballages recyclables, et apport en déchetterie pour les autres déchets banals).

Les déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) et de soins vétérinaires sont directement gérés et éliminés par les vétérinaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Stockage des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).

**Constats :**

Les déchets ménagers et d'emballage sont stockés dans des conteneurs fermés à l'arrière du bâtiment principal sur une plateforme en béton. Les déchets de verre sont stockés dans un contenant étanche.

Les déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) sont stockés dans des contenants spécifiques, dédiés, sécurisés et signalés dans le local de soins vétérinaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Connaissance des produits Dangereux – Étiquetage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas des fiches de données de sécurité (FDS) des produits dangereux utilisés sur l'installation.

Les bidons observés portent sur leurs emballages le nom du produit et les symboles de danger.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| L'exploitant doit recenser les produits dangereux présents sur l'installation et rechercher leurs fiches de données de sécurité (FDS) pour permettre aux utilisateurs de connaître leurs natures et leurs risques ; il doit également s'assurer que tous les produits dangereux présents sur l'installation portent bien sur leurs emballages le nom du produit et les symboles de danger. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 11 : État des stocks de produits dangereux

|                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.5                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Risques                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                               |
| La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.         |
| <b>Constats :</b>                                                                                                             |
| La qualité de produits dangereux nécessaires à l'activité de l'installation est limitée à son strict besoin par l'exploitant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                  |

#### N° 12 : Stockage des produits dangereux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, le fioul et plus généralement les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Les produits de soins vétérinaires sont entreposés dans une armoire vitrée et dédiée dans le local vétérinaire.<br>Le stockage des bidons de produits de nettoyage et de désinfection, ainsi que les produits dangereux et inflammables nécessaires à l'entretien des espaces verts, sont entreposés au sous-sol du bâtiment principal où le sol est bétonné ; les étagères de stockage ne disposent pas de rétentions évitant tout déversement accidentel et tous risques pour la sécurité et la protection de l'environnement. |



L'espace réservé aux produits dangereux et inflammables nécessaires à l'entretien des espaces verts ne disposent pas de porte d'accès et de sol bétonné.  
L'inspection des installations classées note que l'exploitant envisage de recourir à un accompagnement spécialisé pour l'organisation et la sécurité de son stockage de produits dangereux.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

L'exploitant doit stocker l'ensemble des produits dangereux sur des dispositifs de rétention adaptés et respectant la compatibilité des produits.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande d'action corrective

***Proposition de délais :*** 3 mois

**N° 13 : Réseau de collecte – Sols**

***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.1

***Thème(s) :*** Actions nationales 2025, Eau

***Prescription contrôlée :***

Tous les sols des bâtiments d'élevage et des annexes, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes permet l'écoulement des effluents vers le système d'assainissement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des parcs d'ébat, de travail et d'élevage.

À l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

***Constats :***

Tous les sols et les bas des murs intérieurs des bâtiments d'élevage sont étanches ; les pentes permettent les écoulements des effluents vers les dispositifs d'évacuation.

Les parcs d'ébat sont implantés sur un terrain en déclivité avec des sols perméables.

Les ouvrages de stockage et les canalisations d'évacuation des effluents sont enterrés ; leur étanchéité n'a pas pu être constatée.

Les fosses enterrées des effluents liquides et solides, ainsi que les regards de visite sont recouverts de tampon étanche.

***Type de suites proposées :*** Sans suite

**N° 14 : Réseau de collecte – Eaux de nettoyage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.2                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Eau                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les eaux de nettoyage des bâtiments d'élevage sont collectées dans des caniveaux dirigés vers les ouvrages de stockage des effluents. Les bâtiments implantés sous le niveau du système d'assainissement disposent d'une pompe de relevage.                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 15 : Réseau de collecte – Eaux de pluie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.<br>Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent.<br>Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les eaux de pluie provenant des toitures sont collectées par des gouttières ; le système de type séparatif n'a pas été observé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 16 : Réseau de collecte – Capacité de stockage des effluents**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.4                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Lorsqu'ils existent, les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. [...] Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace. |

Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des effluents liquides construits après la publication du présent arrêté au Journal officiel sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe II de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage.

**Constats :**

Les effluents liquides sont collectés dans un système enterré d'assainissement individuel composé d'une première cuve de 6m<sup>3</sup> pour le pré-décantation et d'une seconde cuve de 6m<sup>3</sup> pour le traitement biologique.

Les effluents solides sont déposés par une trappe dans une cuve enterrée de 10m<sup>3</sup>.

Les ouvrages de stockage des effluents disposent de tampons fermés.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des éléments complémentaires au dossier technique du système d'assainissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Traitement des effluents – Modes de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.4.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités :

- soit dans un système d'assainissement individuel (du type fosse septique étanche, fosse à tranchée filtrante...) dans les conditions prévues au 5.4.2, sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur concernant ces systèmes et notamment des dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et dans le respect des recommandations du SPANC ;
- soit sur un site spécialisé (centre d'enfouissement, centre de compostage...) dans les conditions prévues au 5.4.3 ;
- soit dans une station d'épuration propre à l'installation, dans les conditions prévues au 5.4.4 ;
- soit par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions du 5.7 ;
- soit par tout autre moyen équivalent autorisé par le préfet.

Le déversement, direct ou après traitement, des effluents dans le réseau public est soumis à autorisation de déversement, conformément à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

En zone d'excédent structurel, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action, pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, sont applicables.

Les eaux peu chargées peuvent être traitées selon les procédés autorisés par la réglementation relative aux programmes d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001.

**Constats :**

Les effluents liquides de l'installation sont traités par un système d'assainissement individuel de type à filtre compact avec infiltration des eaux traitées par le biais de tranchées d'infiltration dimensionné pour 12 équivalent-habitant. Les effluents solides de l'installation sont traités sur un site autorisé après collecte par une entreprise spécialisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 18 : Traitement des effluents – Système d’assainissement individuel**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les capacités techniques du système d’assainissement sont, qualitativement et quantitativement, compatibles avec l’ensemble des effluents reçus.<br>Les données techniques concernant le système d’assainissement sont tenues à disposition de l’inspection des installations classées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br><br>Les différents éléments fonctionnels, notamment dégrilleur, déshuilleur, regards de visite, du système d’assainissement n’ont pas été observés.<br>Les effluents liquides ont été évalués, lors de la phase de conception du projet, à une charge de pollution de 10 équivalent-habitant (EH) ; la capacité technique du système est dimensionnée à 12 EH (la charge domestique, salariés et visiteurs, est de 3 EH ; la charge résiduaire, animaux et nettoyage, est de 7 EH) ; les effluents solides sont collectés indépendamment du système d’assainissement dans une cuve de 10m <sup>3</sup> vidangée par pompage.<br>L’exploitant a transmis à l’inspection des installations classées des éléments complémentaires au dossier technique du système d’assainissement, notamment le document attestant de la conformité du projet délivrée par le Service public d’assainissement non collectif (SPANC) en date du 15 juin 2017.<br>L’exploitation ne dispose pas de procédure de surveillance de l’ensemble du système d’assainissement pour vérifier le bon fonctionnement des différents dispositifs ou les niveaux de déclenchement pour faire le pompage.<br>L’inspection des installations classées note que l’exploitant envisage de recourir à un accompagnement spécialisé pour formaliser l’organisation du fonctionnement de l’assainissement de l’installation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 19 : Traitement des effluents – Traitement sur un site spécialisé**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les effluents provenant des activités de l’exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur un site autorisé ou déclaré au titre du livre II, titre Ier ou du livre V du Code de l’environnement.<br>L’exploitant tient à la disposition de l’inspecteur des installations classées les coordonnées du gestionnaire du site ainsi que l’accord ou le contrat passé avec celui-ci.<br>Dans le cas de l’utilisation d’une fosse étanche, une vidange régulière est effectuée par une entreprise autorisée.<br>Le contrat établi avec l’entreprise, ainsi que les pièces justificatives des vidanges sont tenus à disposition de l’inspection des installations classées. |

**Constats :**

La gestion de la collecte des effluents solides et liquides de l'installation est confiée à une entreprise spécialisée pour le pompage, la vidange et le traitement.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la copie des dernières factures de vidange.

L'exploitant ne dispose pas des coordonnées et du contrat intermédiaire avec le gestionnaire du site de traitement autorisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre, à l'inspection des installations classées, les justificatifs du contrat passé avec le site autorisé pour le traitement des effluents de l'installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 20 : Interdiction de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Eau

**Prescription contrôlée :**

Tout rejet direct d'effluents dans le milieu naturel est interdit.

**Constats :**

Aucun rejet direct d'effluents dans le milieu naturel n'a pas été relevé ou observé le jour de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite